

L'économie solidaire une voie vers un troisième pilier économique

(Déclaration du Gouvernement Luxembourgeois en 2004 et réaffirmée en 2009)

Les promoteurs de l'économie solidaire, telle que nous la connaissons aujourd'hui, sont effectivement pour une grande part des « initiatives sociales pour l'emploi, d'intégration et de formation » qui se sont constituées depuis le début des années 80 au Luxembourg pour combattre le chômage.

En considérant la problématique du chômage persistant et dont on admet définitivement son caractère structurel, il s'agit maintenant de reconnaître en ces « initiatives » qui se revendiquent de l'économie solidaire, ne sont plus les organisations intermédiaires et éphémères qui se dissoudraient d'elles-mêmes si le chômage n'existait plus. Cette façon d'argumenter présuppose encore une fois de façon trompeuse que le chômage est d'ordre conjoncturel.

Il est temps maintenant de promouvoir les initiatives de l'économie solidaire pour leur qualité d'opérateurs économiques à part entière pour la construction d'un « troisième pilier économique ».

Avec une telle approche, la crise économique actuelle devient une chance pour un renouveau et une recomposition socialement responsable de l'activité économique et non un état fatal où l'on essaye de soigner les symptômes par des pansements qui ne peuvent guérir, en l'occurrence le traitement exclusivement social du chômage.

Dans un cadre socio-économique général comme il se présente aujourd'hui, il faut avouer que les politiques défensives de réparation sociale par rapport à la question de l'emploi sont définitivement arrivées à leurs limites. Frustrants pour les initiatives pour l'emploi, les résultats de ces politiques sur le plan national sont décevants à plusieurs égards :

- En dépit d'apparentes influences conjoncturelles le nombre des chômeurs est en augmentation linéaire dans le temps.
- Inadéquation persistante entre l'offre et la demande en termes d'emplois.
- Inadaptation entre l'appareillage d'une politique dite active pour l'emploi et la diminution du chômage.
- Incapacité des entreprises du secteur privé et des services publics de contribuer de manière efficiente à la résorption du chômage au niveau national.

Ce constat du moins déprimant, aussi bien pour les initiatives pour l'emploi que surtout pour les personnes à la recherche d'un emploi, ne peut suffire à une ambition de société juste, mais bien au contraire, il fait passer les initiatives pour l'emploi pour des « parkings couteux » payés avec l'argent des contribuables et les personnes s'y retrouvant pour des pique-assiettes de la société.

En tenant compte de ces considérations, il apparaît effectivement que certaines anciennes initiatives pour l'emploi ne se sont pas contentées de remplir une mission de réparateur dans un système dans lequel elles sont idéalement superflues, mais ont muté vers des initiatives d'entrepreneurs alternatifs, socialement et écologiquement responsables. Subséquemment, elles sont devenues les moteurs de ce qu'on appelle communément l' « entreprendre autrement », un des éléments essentiels de l'action de l'économie solidaire.

Avec leurs démarches d'entreprendre autrement, ces initiatives solidaires gardent certainement leurs missions de « créateur d'emplois ». Mais ceci plus dans le sens de l' « occupation temporaire des sans emplois » (Beschäftigungsinitiativen), mais en tant que (co)-constructeurs d'un nouvel espace économique générant de nouvelles activités et par là également des emplois à caractère durable et responsable.

La politique doit dès maintenant soutenir avec détermination ces nouvelles formes entrepreneuriales

émergeantes en favorisant la mise en place d'une vraie politique d' « inclusion économique » et sociale tournée vers l'avenir et qui doit remplacer une politique d'inclusion sociale exclusivement réparatrice des dommages causés par l'économie dominante.

Ceci d'autant plus que cet espace économique nouveau n'est pas seulement investi par une partie des promoteurs issus des anciennes « initiatives sociales pour l'emploi », mais qu'il comprend également une panoplie d'autres organisations, à première vue hétérogènes dans leurs objectifs et qui depuis de nombreuses années sont actives dans nombre de domaines différents et qui, par leurs activités, promeuvent également des démarches économiques alternatives. Ces organisations sont notamment actives dans les domaines du commerce équitable, de la consommation responsable, des finances solidaires, des transactions écologiques et de la participation démocratique et de l'ancrage territorial.

Pour que l'économie solidaire puisse avoir une visibilité au Luxembourg, il faut arriver à poser un modèle économique alternatif (un troisième pilier) de manière concrète et il faut, sur la base de tous ces projets existants, pouvoir lui procurer cette réalité qui ne peut se construire que sur une volonté politique forte, d'abord et un cadre législatif adapté par la suite.

Au niveau du Luxembourg, une telle réalité souhaitable demandera aux protagonistes potentiels de s'organiser en réseau et de définir des objectifs transversaux mais communs, pour agir comme mouvement identifiable et représenter ainsi la caisse de résonance pour des stratégies du changement des instances politiques concernées et notamment du Ministère de l'Economie (Solidaire).

Sur le plan international, l'organisation des « 4ièmes rencontres mondiales de la globalisation de la solidarité » au mois d'avril 2009 à Schiffange a fourni la preuve de la viabilité d'un tel modèle de coopération.

Construites sur une telle politique innovatrice avec comme fond de toile le développement durable, ces démarches nouvelles et hétérodoxes pourront expérimenter et rendre possible d'autres issues à la crise.

Co-construisons cet espace, ce troisième pilier économique, les savoirs et les savoir-faire sont là. Faisons-le maintenant !



Objectif Plein Emploi association sans but lucratif

Siège social: 1, rue du Moulin, L-3857 Schiffange
Boîte postale 12, L-3801 Schiffange

TVA: 1998 6102 623

Tél.: (+352) 53 04 45 0
Fax: (+352) 53 04 45 510

RCS: F2854

E-mail: info@ope.lu
Internet: www.ope.lu